



Chèr·es soutiens,

Depuis plus d'un an, nous vous informons sur **le pacte sur la migration et l'asile** par lequel l'UE a réformé le régime d'asile européen commun (RAEC). La semaine dernière, le Conseil national a largement approuvé l'adoption par la Suisse de ce pacte de cloisonnement extrême. Seule l'ordonnance sur la gestion des migrations et de l'asile n'a pas obtenu la majorité, car le PLR, qui soutient le pacte dans son principe, s'est abstenu pour des raisons stratégiques. Il torpille ainsi la participation volontaire de la Suisse au mécanisme de solidarité de l'UE proposée par le Conseil fédéral et tente d'imposer une mise en œuvre encore plus restrictive du pacte en Suisse.

Avec leur oui de principe au pacte, les parlementaires ont notamment accepté

- **la création de camps de quasi détention aux frontières extérieures de l'Europe**
- **l'enregistrement des données biométriques des enfants dans la base de données Eurodac**
- **un durcissement massif du règlement de Dublin.**

En collaboration avec la coalition des juristes indépendant·e·s pour le droit l'asile, Solidarité sans frontières a soumis l'année dernière **une réponse complète à la consultation sur le pacte**. Au printemps, nous avons élaboré avec *Pikett Asyl* et la *Freiplatzaktion Zürich* diverses **propositions d'amendements** qui ont été soumises par le PS et les Vert·e·s lors des délibérations détaillées du Parlement.

À quelques exceptions près, ces propositions d'amélioration n'ont toutefois pas obtenu la majorité au Parlement.

En collaboration avec la **coalition NoRAEC**, nous lançons donc une campagne contre le pacte. Nous disons NON à la réforme du RAEC, NON au pacte d'exclusion et NON à la forteresse Europe.

Soutenez notre campagne et **signez dès aujourd'hui notre appel** contre le pacte d'exclusion.

[JE SIGNE L'APPEL](#)